

Statuts de la régie à autonomie financière, sans personnalité morale, du service public de l'eau potable de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire

Préambule

Les présents statuts, adoptés par la délibération n°2020-199- DC du 12 novembre 2020 du conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, ont pour objet de déterminer l'organisation administrative et financière de la régie du service public de l'eau potable de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.

La régie est dotée de la seule autonomie financière au sens des articles L.2221-11 et suivants et R.2221-63 et suivants du code général des collectivités territoriales (ci-après dénommé « CGCT »).

Les dispositions de ces articles sont complétées par celles des présents statuts.

Les présents statuts entrent en vigueur à la date à laquelle est fixée l'existence légale de la régie.

Il sera procédé à la révision ou à la modification des statuts par délibération du conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.

Titre I. Dispositions générales

Article 1 – Objet, périmètre et compétences de la régie

Par la délibération susvisée, la régie est créée pour exploiter le service public industriel et commercial de l'eau potable sur le territoire des communes de Allonnes, Blou, Brain sur Allonnes, Courléon, La Breille les Pins, La Lande Chasles, Longué-Jumelles, Mouliherne, Neuillé, Saint Philbert du Peuple, Vernantes, Vernol et Vivy.

Dans le cadre des règles en vigueur, la régie a ainsi pour compétence « l'eau », qui intègre notamment :

- La distribution de l'eau potable
- La production de l'eau potable
- Le transport et le stockage de l'eau potable
- L'achat et la vente d'eau potable en gros

Le nom commercial de cette régie est « EAUX SAUMUR VAL DE LOIRE - Régie », elle intervient dans le cadre de la marque « EAUX SAUMUR VAL DE LOIRE » définie à l'échelle du territoire communautaire pour la gestion du service public eau potable et assainissement collectif.

Article 2 – Durée et siège

La régie est créée pour une durée illimitée.

Le siège de la régie est situé à l'adresse suivante :

11 rue du Maréchal Leclerc
CS54030 - 49408 Saumur Cedex

Ses locaux techniques et administratifs sont situés au 144, rue des Landes et 10, rue de la Terre Blanche sur la zone industrielle des Aubrières à Saumur.

Article 3 - Le président de la Régie

Le Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire est l'ordonnateur de la régie et son représentant. Il prend les mesures nécessaires à l'exécution des décisions du conseil communautaire.

Il présente au conseil communautaire le budget et le compte administratif ou le compte financier.

Il peut, par arrêté, déléguer sa signature au directeur pour toutes les matières intéressant le fonctionnement de la régie.

Titre II – Organisation administrative de la régie

La régie est administrée sous l'autorité du Président de la Communauté d'Agglomération et du Conseil communautaire, par un Conseil d'exploitation et un Directeur désignés dans les mêmes conditions sur proposition du Président de la Communauté d'Agglomération.

Article 4 – Le représentant légal

Le Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire est le représentant légal de la régie et il en est l'ordonnateur. Il prend les mesures nécessaires à l'exécution des décisions du Conseil communautaire. Il présente au conseil communautaire le budget et le compte administratif.

Il peut, sous sa responsabilité et sa surveillance, déléguer sa signature au directeur pour toutes les matières intéressant le fonctionnement de la régie.

Article 5 - Le conseil communautaire

Le conseil communautaire, après avis du conseil d'exploitation :

- 1° Approuve les plans et devis afférents aux constructions neuves ou reconstructions, travaux de première installation ou d'extension ;
- 2° Autorise le président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire à intenter ou soutenir les actions judiciaires, à accepter les transactions ;
- 3° Vote le budget de la régie et délibère sur les comptes ;
- 4° Délibère sur les mesures à prendre d'après les résultats de l'exploitation à la fin de chaque exercice et, au besoin, en cours d'exercice ;
- 5° Règle les conditions de recrutement, de licenciement et de rémunération du personnel ;
- 6° Fixe les taux des redevances dues par les usagers de la régie. Ces taux sont établis de manière à assurer l'équilibre financier de la régie dans les conditions prévues aux articles L.2224- 1, L.2224-2 et L.2224-4 du CGCT.

Article 6 - Le conseil d'exploitation

Le Conseil d'exploitation de la régie de l'eau est unifié avec le Conseil d'exploitation de la régie de l'assainissement en application de l'article R.2221-3 du Code Général des Collectivités Territoriales. Les dispositions relatives au conseil d'exploitation sont, et doivent, rester strictement identiques dans les statuts de chacune des régies.

6.1 – Compétence du Conseil d'exploitation

Le Conseil d'exploitation délibère sur les catégories d'affaires pour lesquelles le Conseil communautaire ne s'est pas réservé le pouvoir de décision ou pour lesquelles ce pouvoir n'est pas attribué à une autre autorité par les présents statuts.

Il est obligatoirement consulté par le Président de la Communauté d'Agglomération sur toutes les questions d'ordre général intéressant le fonctionnement de la régie.

Le Conseil d'exploitation peut procéder à toutes mesures d'investigation et de contrôle.

Il présente au Président de la Communauté d'Agglomération toutes propositions utiles.

Article 6.2 - Composition du conseil d'exploitation

Le Conseil d'exploitation est composé de 12 membres titulaires et 12 membres suppléants désignés selon une répartition en deux collèges :

- 6 représentants du Conseil communautaire (2 élus représentants du secteur du « Longuéen », 2 élus représentants le secteur « d'Allonnes », et 2 élus représentants le secteur « Vernail / Vernantes / Moulhienne ») ;
- 6 représentants extérieurs parmi les catégories suivantes :
 - élus municipaux des communes de Saumur Val de Loire Agglo, choisis en fonction de leurs compétences et/ou de l'intérêt qu'ils portent au service public de l'eau,
 - associations de consommateurs présentes sur le territoire.

Les membres suppléants ne siègent, avec voix délibérative, qu'en cas d'empêchement d'un membre titulaire, sur demande de ce dernier, dans les conditions fixées à l'article 6.7 des présents statuts.

Article 6.3 - Durée du mandat, modes de désignation et de renouvellement

Les membres du Conseil d'exploitation sont désignés par délibération du Conseil communautaire, sur proposition du Président de la Communauté d'Agglomération.

Les membres du Conseil d'exploitation sont désignés dans le respect des règles d'incompatibilité fixées aux articles R.2221-7 et 8 du CGCT.

Il est mis fin aux fonctions des membres du Conseil d'exploitation dans les mêmes formes que celles ayant présidé à leur désignation.

Il est mis fin aux fonctions des membres du Conseil d'exploitation s'ils perdent la qualité en vertu de laquelle ils ont été désignés (conseiller communautaire, conseiller municipal ou représentant d'une association de consommateurs). Il pourra également être mis fin à leurs fonctions pour manque d'assiduité aux réunions du Conseil d'exploitation.

La durée du mandat des membres du Conseil d'exploitation est celle du mandat communautaire.

En cas de vacance de siège, pour quelque cause que ce soit, et notamment en cas de démission, claire et univoque exprimée par l'intéressé au moyen d'une lettre qu'il adresse au Président de la Communauté d'Agglomération, de décès ou de déchéance prévue à l'article R.2221-8 du CGCT, il est procédé, dans un délai maximum de deux mois, au remplacement du membre défaillant dans les mêmes formes que celles ayant présidé à la désignation de ce dernier. Le nouveau membre exerce alors ses fonctions jusqu'à la date à laquelle le mandat du membre qu'il remplace aurait cessé.

Le renouvellement des membres du Conseil d'exploitation, à l'issue du mandat des conseillers communautaires, est opéré dans les mêmes conditions que leur désignation initiale.

Article 6.4 – Statut des membres

Les fonctions de membre du Conseil d'exploitation sont gratuites.

Toutefois, en application des dispositions de l'article R.2221-10 du CGCT, les frais de déplacement engagés par les membres du Conseil d'exploitation pour se rendre aux réunions du conseil peuvent être remboursés, sur justificatifs.

Article 6.5 – Présidence et Vice-Présidence

Le Conseil d'exploitation élit en son sein à bulletin secret et à la majorité absolue son Président et un Vice-président lors de sa première réunion suivant la désignation des membres du conseil d'exploitation par le conseil communautaire.

Lors de la première réunion du Conseil d'Exploitation le membre le plus âgé du Conseil d'exploitation prend la présidence de cette première séance uniquement.

Si après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité des suffrages, le candidat le plus âgé est déclaré élu.

Le président et le vice-président du conseil d'exploitation sont des représentants de la Communauté d'Agglomération.

La durée du mandat du président et du vice-président du conseil d'exploitation est identique à celle du mandat des autres membres du conseil d'exploitation. Le Président et le Vice-président du Conseil d'exploitation sont rééligibles.

Le Président du conseil d'exploitation peut déléguer certaines de ses fonctions au Vice-président par voie d'arrêté.

En cas d'empêchement du Président du Conseil d'exploitation, sa suppléance est assurée par le Vice-président.

Article 6.6 – Fréquence des réunions, ordre du jour et convocations

Le Conseil d'exploitation se réunit obligatoirement au moins tous les trois mois sur convocation du président. Il est en outre réuni chaque fois que son président le juge utile, ou sur la demande du préfet ou de la majorité de ses membres.

L'ordre du jour est arrêté par le Président.

Les convocations aux réunions du Conseil d'exploitation sont adressées par le Président du Conseil d'Exploitation, par écrit, au domicile déclaré des membres du Conseil d'Exploitation ou en autre lieu à la demande de ces derniers. A la demande des membres, les convocations peuvent être adressées par courrier électronique à l'adresse mail communiquée par ces derniers.

Une note explicative de synthèse sur les sujets portés à l'ordre du jour est adressée avec la convocation aux membres du Conseil d'exploitation.

Le délai de convocation est fixé à cinq jours francs. Le délai peut être réduit à trois jours francs en cas d'urgence déclarée par le Président.

A compter de la réception de la convocation accompagnée de l'ordre du jour et de la note de synthèse, et jusqu'à la séance, les membres du Conseil d'exploitation peuvent consulter les dossiers préparatoires sur place, au siège de la régie et aux heures ouvrables, dans les conditions fixées par le Président du Conseil d'exploitation.

Toute question, demande d'information ou intervention d'un membre du Conseil d'exploitation auprès de la régie, doit être adressée au directeur de la régie trois jours ouvrés au moins avant la séance du Conseil d'exploitation. Dans ce cas, les informations devront être communiquées au demandeur avant l'ouverture de la séance du Conseil d'exploitation ou pendant celle-ci.

Dans les autres cas, les réponses sont communiquées dans la quinzaine suivant la demande.

Article 6.7 – Suppléances et pouvoirs

Tout membre titulaire dans l'impossibilité d'assister à une réunion du Conseil d'exploitation doit avertir la Direction de la régie au plus tard 2 jours ouvrés avant le jour prévu de la réunion. Le cas échéant, il peut demander à tout suppléant de le remplacer. Exceptionnellement, le membre suppléant est alors appelé à siéger avec une voix délibérative à la réunion du Conseil d'Exploitation.

Dans l'hypothèse de l'empêchement simultané du membre titulaire et des suppléants, le membre titulaire peut donner procuration de vote à tout autre membre titulaire du Conseil d'exploitation.

Les pouvoirs sont remis au Président du Conseil d'exploitation au plus tard en début de séance ou doivent être parvenus avant la séance à la direction de la régie.

Article 6.8 – Quorum

Le conseil d'exploitation ne peut valablement délibérer que lorsque la moitié des membres siégeant avec voix délibérative assistent à la séance.

Le quorum s'apprécie à l'ouverture de la séance et celle-ci peut être ouverte jusqu'à 30 minutes après l'heure fixée pour la réunion dès lors qu'il y a un nombre suffisant de membres présents. Le quorum s'apprécie aussi à la mise à discussion de chaque dossier faisant l'objet d'un vote.

Le remplacement d'un membre titulaire par un suppléant entre dans le calcul du quorum. En revanche, les pouvoirs donnés par les membres du Conseil d'exploitation absents à leurs collègues titulaires n'entrent pas dans le calcul du quorum.

Si, après une première convocation régulièrement faite selon les dispositions sus-décrites, ce quorum n'est pas atteint, le conseil d'exploitation est à nouveau convoqué à trois jours au moins d'intervalle et peut alors valablement délibérer sans condition de quorum.

Article 6.9 – Déroulement des réunions. vote

Les séances du conseil d'exploitation ne sont pas publiques.

Au début de chacune de ses séances, le Conseil d'exploitation sur invitation du Président nomme l'un de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire. Il peut adjoindre à ce secrétaire des auxiliaires, pris en dehors de ses membres, parmi les personnels de la direction de la régie dont la présence est jugée nécessaire par le Président du Conseil d'exploitation pour assister aux séances.

Les délibérations du Conseil d'exploitation sont portées par ordre de date sur un registre coté et paraphé par le Président du Conseil d'exploitation.

Le Directeur assiste aux séances avec voix consultative, sauf lorsqu'il est personnellement concerné par l'affaire en discussion.

Les délibérations du Conseil d'exploitation sont adoptées à la majorité des suffrages exprimés. Ne sont pas pris en compte les bulletins blancs ou nuls ou les abstentions. Le refus de participer au vote s'analyse comme une abstention. En cas de partage des voix, celle du Président du Conseil d'exploitation est prépondérante, sauf cas du scrutin secret.

L'unanimité est réputée acquise si, au nombre des suffrages exprimés, aucun vote « contre » n'a été émis. Lorsque le vote est au scrutin public, le registre des délibérations du Conseil d'exploitation consigne le nom des votants et le sens de leur vote.

Ce vote peut être effectué :

- à main levée ;
- sur appel nominal.
-

Lorsqu'un membre du Conseil d'exploitation vote en vertu d'un pouvoir, il veille à rappeler clairement le nom du mandat pour lequel il s'exprime.

Il est voté au scrutin secret lorsque :

- un tiers des membres présents le demande ;
- le Président, l'ayant proposé, un tiers des membres présents émet un avis favorable.
-

Le caractère secret des votes doit être préservé. A défaut, les votes dont le sens et l'auteur ont été divulgués sont considérés comme nuls.

Article 6.10 – Comptes rendus des réunions du Conseil d'Exploitation

Il est établi un compte rendu de chaque séance du Conseil d'exploitation affiché sous huitaine. Il s'agit d'une synthèse sommaire sous forme d'extrait des délibérations du Conseil d'exploitation votées comprenant le nom des membres du Conseil d'exploitation présents, absents, représentés ainsi que le détail des votes émis.

Article 6-11 – Délibérations du Conseil d'exploitation

Les délibérations du Conseil d'exploitation sont portées par ordre de date sur un registre coté et paraphé par le Président du Conseil d'exploitation.

Article 6-12 – Créations de commissions

Afin de préparer ses travaux, le Conseil d'exploitation peut décider la création de commissions chargées de réfléchir sur un aspect particulier du service.

Le Conseil d'exploitation désigne les membres et le Président de chaque commission.

Le Président de chaque commission est chargé d'animer son équipe de travail. Il peut faire appel à des personnalités extérieures de son choix. Il rend compte régulièrement au Conseil d'exploitation de l'avancement des travaux de sa commission.

À l'issue de ses travaux, chaque commission produit un rapport avec des recommandations qui sont soumises au Conseil d'exploitation.

Article 6-13 – Police du Conseil d'exploitation

Le Président du Conseil d'exploitation, ou le Vice-Président lorsqu'il le remplace, détient seul le pouvoir de police du Conseil.

Il procède à la vérification des conditions d'ouverture de la séance, déclare la séance ouverte, en prononce la suspension et la levée.

Il dirige les débats et peut le ramener à l'ordre du jour, distribue la parole et décide de passer au vote.
Il lui appartient de faire observer le respect des présents statuts.

Article 7 – Le Directeur

Le directeur de la régie de l'eau potable est identique au directeur de la régie assainissement collectif de la Communauté d'Agglomération.

Article 7.1 - Désignation - Nomination

Le Directeur de la régie est désigné par délibération du Conseil communautaire sur proposition de son Président. Ce dernier nomme le Directeur. Il met fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

Le Directeur de la régie est désigné dans le respect des règles d'incompatibilité fixées à l'article R.2221-11 du CGCT.

Article 7.2 – Attributions du directeur

Le Directeur assure le fonctionnement des services de la régie. A cet effet :

1° Il prépare et suit l'exécution du budget.

2° Il procède, sous l'autorité du Président de la Communauté d'Agglomération, aux ventes et aux achats courants. A ce titre, la délégation de signature consentie au directeur respecte le cadre suivant :

- Marchés publics inférieurs à 100 000 € HT : délégation de signature pour les contrats, accords-cadres à bons de commandes, devis ;

3° Il est remplacé, en cas d'absence ou d'empêchement, par un des fonctionnaires ou employés du service, désigné par le Président de la Communauté d'Agglomération après avis du Conseil d'exploitation.

4° Il peut recevoir du Président de la Communauté d'Agglomération, sous la responsabilité et la surveillance de ce dernier, délégation de signature pour toutes les matières intéressant le fonctionnement de la régie.

5° Il gère les aspects techniques et administratifs de la régie.

6° Il gère le personnel de la régie. A ce titre, il nomme et révoque les agents et employés de la régie, il assure les mises au point et modifications éventuelles des contrats de travail des agents.

Le Directeur tient le Conseil d'exploitation au courant de la marche du service.

Article 8 – Le comptable

Les fonctions de comptable de la régie sont remplies par le comptable de la Trésorerie de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.

Toutefois, lorsque les recettes annuelles d'exploitation excèdent 76 225 €, ces fonctions peuvent être confiées, conformément aux dispositions de l'article R. 2221-76 du CGCT, à un agent comptable par délibération du Conseil communautaire prise après avis du Conseil d'exploitation et du trésorier-payeur général.

L'agent qui remplit les fonctions d'agent comptable est nommé par le Préfet sur proposition du Président de la Communauté d'Agglomération.

Il est soumis, sous sa responsabilité personnelle et pécuniaire, à l'ensemble des obligations qui incombent aux comptables publics.

Les comptes de l'agent comptable sont rendus dans les mêmes formes et délais et jugés dans les mêmes conditions que ceux du comptable de la commune.

Titre III - Dispositions financières et comptables de la régie

Article 9 - Dispositions générales

Le budget de la régie est établi conformément à la norme comptable M49.

Les recettes et les dépenses d'exploitation et d'investissement de la régie d'eau potable et de la partie du service de l'eau gérée en délégation de service public sont regroupées dans un budget unique distinct du budget principal de la Communauté d'Agglomération.

Une comptabilité analytique permet d'assurer un suivi distinct des opérations liées à la régie d'eau potable de celles liées à la partie du service gérée en délégation de service public.

Article 10 - Dotation initiale et avances

L'article R2221-13 du CGCT prévoit que « *la dotation initiale de la régie, prévue par l'article R. 2221-1 du CGCT, représente la contrepartie des créances ainsi que des apports en nature ou en espèces effectués par la collectivité locale de rattachement, déduction faite des dettes ayant grevé leur acquisition, lesquelles sont mises à la charge de la régie. Les apports en nature sont enregistrés pour leur valeur vénale. La dotation s'accroît des apports ultérieurs, des dons et subventions et des réserves.* ».

En cas d'insuffisance des sommes mises à la disposition de la régie, la régie ne peut demander d'avances qu'à la Communauté d'Agglomération. Le Conseil communautaire fixe la date de remboursement des avances.

Les fonds de la régie sont déposés auprès du Trésor Public.

Article 11 – Présentation du budget

Le budget est présenté en deux sections :

- dans la première, sont prévues et autorisées les opérations d'exploitation ;
- dans la seconde, sont prévues et autorisées les opérations d'investissement.

La présentation détaillée de chaque section est conforme aux dispositions des articles R.2221-86 à 88 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 12 – Préparation et vote du budget

Le budget est exécutoire dans les mêmes conditions que le budget de la Communauté d'Agglomération et peut être modifié dans les mêmes formes.

Il est préparé par le Directeur de la régie et voté par le Conseil communautaire, après avis du Conseil d'exploitation.

Lors de la présentation du budget, le Président de la Communauté d'Agglomération fournit à l'appui de ses propositions un exemplaire du dernier compte financier ainsi qu'un rapport faisant ressortir la situation financière et économique de la régie.

Article 13 – Clôture de l'exercice

Les crédits budgétaires de la section d'exploitation du budget non engagés à la clôture de l'exercice ne peuvent être reportés au budget de l'exercice suivant.

Les dépenses de la section d'exploitation régulièrement engagées, non mandatées, et pour lesquelles il y a eu service fait au 31 décembre calendaire, sont notifiées par le directeur au comptable et rattachées au résultat de l'exercice qui s'achève.

Les crédits budgétaires de la section d'investissement du budget régulièrement engagés et correspondant à des dépenses non mandatées, pour lesquelles il y a eu service fait au 31 décembre calendaire, sont notifiés par le directeur au comptable et reportés au budget de l'exercice suivant.

Article 14 – Préparation et vote du compte de fin d'exercice

A la fin de chaque exercice, l'ordonnateur établit le compte administratif et le comptable établit le compte financier. L'ordonnateur vise le compte financier. Il le soumet pour avis au Conseil d'exploitation accompagné d'un rapport donnant tous éléments d'information sur l'activité de la régie.

Le compte financier est présenté par le Président de la Communauté d'Agglomération au Conseil communautaire qui l'arrête.

Article 15 – Affectation du résultat comptable

Le Conseil communautaire délibère sur l'affectation du résultat comptable de la section d'exploitation du budget, dans le respect des règles fixées par l'article R.2221-90 du CGCT.

Titre IV - Fin de la régie

Article 16 - Cessation d'activité

La régie cesse son exploitation en exécution d'une délibération du Conseil communautaire qui détermine la date à laquelle prennent fin ses opérations.

Les comptes sont arrêtés à cette date.

Article 17 - Liquidation

Le Président de la Communauté d'Agglomération est chargé de procéder à la liquidation de la régie. Il peut désigner par arrêté un liquidateur dont il détermine les pouvoirs. Le liquidateur a la qualité d'ordonnateur accrédité auprès du comptable. Il prépare le compte administratif de l'exercice qu'il adresse au préfet qui arrête les comptes.

Les opérations de liquidation sont retracées dans une comptabilité tenue par le comptable. Cette comptabilité est annexée à celle de la Communauté d'Agglomération. Au terme des opérations de liquidation, la Communauté d'Agglomération corrige ses résultats de la reprise des résultats de la régie, par délibération budgétaire.

Titre V - Divers

Article 18 – Modification des statuts

Il sera procédé à la révision ou à la modification des présents statuts par délibération du Conseil communautaire.

Vu pour être annexé à la délibération n° 2020-199 DC du 12 novembre 2020
Le Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire
Maire de la Ville de Saumur

Jackie GOULET

